

A LA UNE

Vendredi - Samedi - Dimanche 25 - 26 - 27 juin 2010

L'ISR genevois perd son avance

Angela De Wolff (SFG). «Les futurs financements détermineront le spectre de nos prochaines initiatives».

Pas de révolution culturelle. Simplement des incitations à reconsidérer ses habitudes d'investissement. La place financière genevoise est fragmentée et reste généralement traditionnelle. Alors, l'association Sustainable Finance Geneva (SFG), présidée par Angela De Wolff, a choisi de privilégier les avancées progressives vers une autre finance. «Celle qui ne se concentre plus uniquement sur les marges», mais qui tient également compte d'un ensemble de facteurs sociaux, environnementaux et de gouvernance.

Bien que les signes de reconnaissance se soient multipliés, depuis sa création en 2008, le groupe d'experts hétérogènes que compte SFG ne dispose pour l'instant que de moyens assez limités parce que très dépendants des financements. Pragmatique, Angela De Wolff s'en accommode. Elle considère que ce n'est pas une fatalité si d'autres places financières se positionnent plus rapidement. Genève aura simplement manqué une occasion d'apparaître comme un pionnier. Pour la présidente, la promotion de l'investissement socialement responsable (ISR) aurait besoin d'un soutien marqué des instances politiques et gouvernementales pour pouvoir se développer plus efficacement en Suisse. Un projet de plateforme nationale est d'ailleurs à l'étude.

ENJEUX-SUISSE

Vendredi - Samedi - Dimanche 25 - 26 - 27 juin 2010

Genève perd son avance

FINANCE DURABLE. La place peut se positionner comme une pionnière. Mais ses concurrentes évoluent rapidement.

interview: servan peca

Angela De Wolff, présidente de Sustainable Finance Geneva (SFG) note plusieurs signes de reconnaissance de l'association promotrice de l'investissement responsable (ISR) qu'elle a créée en 2008. Ses moyens restent limités, mais cette ancienne analyste financier chez Lombard Odier n'est pas fataliste. Depuis 2000, cette thématique est passée du statut de marginale à celui de presque incontournable. Avez-vous gagné en crédibilité depuis la création de SFG?

Plusieurs signaux vont dans ce sens. A commencer par la mention de notre association dans le programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat. A noter également que la place financière zurichoise, qui ne nous a d'abord pas vraiment prise au sérieux, nous sollicite désormais pour la mise sur pied éventuelle d'une plateforme suisse de l'ISR. Nous suscitons de l'intérêt également auprès d'autres acteurs européens, comme par exemple Novethic en France.

L'association SFG dispose-t-elle des moyens nécessaires pour remplir sa mission de promotion?

Même si nous ne sommes plus aujourd'hui à l'état de prototype, mais bien une association stable et opérationnelle, nos ambitions restent contrôlées. Nous mettons un point d'honneur à maintenir une rigueur budgétaire et adaptons nos actions en fonction. Les futurs financements détermineront le spectre et le type d'initiatives que nous pourrions entreprendre.

Vous gagnez en considération mais vos moyens restent limités. Un paradoxe.

C'est ce qui fait toute la différence entre la considération des valeurs que nous défendons et un réel passage à l'acte. C'est un décalage normal pour un tout jeune acteur comme SFG, qui nous l'espérons disparaîtra dans les prochaines années. D'où proviennent vos financements?

Nous sommes soutenus par Genève Place Financière, probablement bientôt par l'Etat de Genève, par des sponsors et par nos quelque 200 membres.

Les acteurs de la place financière se montrent-ils assez réceptifs à votre message?

La promotion et l'intégration de la finance durable dans les modèles traditionnels est un travail de longue haleine. D'autant que certains font preuve de peu de curiosité. Influencer la manière d'investir d'un gérant qui a ses habitudes n'est pas chose aisée. En ce moment, le secteur bancaire est plus préoccupé par d'autres enjeux, notamment par les développements réglementaires sur le secret bancaire. En quoi la région de Genève se prête-elle

particulièrement à la promotion de l'investissement socialement responsable?

Au-delà du fait que Genève est une place financière importante, la ville et le canton gardent une dimension humanitaire et environnementale. Ils incarnent les valeurs proches d'une philosophie humaniste, dans la défense des droits de l'Homme ou dans son soutien à la philanthropie. Ils jouent aussi traditionnellement un rôle d'intégrateur et de médiateur international et accueille nt de nombreux acteurs du développement durable.

En quoi consiste votre stratégie pour atteindre les acteurs de la place financière genevoise?

Tenant compte du profil de la place, très fragmentée, traditionnelle, voire secrète, SFG a choisi d'adopter une approche par la base (bottom up) et d'avancer pas à pas. Nous n'avons pas la prétention de révolutionner leur façon de travailler. Mais nous pouvons au moins les encourager à s'interroger sur un niveau d'intégration des modèles ISR et inciter ceux qui craignent pour la diversification de leurs allocations à mener une première étape dans cette direction. Les forcer à l'exclusivité ne mènerait à rien.

Cette approche réservée ne représente-elle pas un frein à votre démarche?

Peut-être, mais elle se prête davantage à une place financière essentiellement basée sur la gestion privée. Cette approche s'opère certes au détriment d'une stratégie grandiloquente et imposante, à l'instar de celles qui s'opèrent sur d'autres places concurrentes. Je préfère avancer de manière progressive pour ne pas braquer les investisseurs, mais plutôt sensibiliser les gérants d'actifs. Où identifiez-vous vos principaux concurrents?

A Paris, la promotion de l'ISR revêt une dimension politique. Avec le soutien d'une importante caisse de dépôts, elle est la place financière qui se positionne le plus sérieusement. Nous observons également du mouvement au Luxembourg qui, grâce à sa taille réduite, bénéficie d'une capacité d'adaptation très rapide. Ils ont déjà établi un état des lieux avec l'appui d'experts genevois - un comble. Et ils mettent en place des conditions cadres favorables à la finance durable.

Etes-vous en train de vous faire dépasser par la droite?

Si c'est le cas, ce serait une occasion manquée pour Genève de se positionner comme une référence dans le domaine. Mais nous nous en accommoderons, l'objectif final reste de promouvoir la finance durable. Pour avancer plus rapidement, l'investissement responsable a besoin d'une vraie volonté politique. Elle pourrait venir de l'ASB, du Seco ou même du gouvernement. L'appui de caisses de pension ne pourrait-il pas accélérer les choses en Suisse également?

Le poids des investisseurs institutionnels ne doit effectivement pas être négligé. En ce sens, les formations prodiguées à des comités de gestion s'avèrent un moyen plutôt efficace pour exercer une influence sur les responsables d'allocations des caisses de pension.

Quels sont vos prochains projets?

D'ici la fin de cette année, nous prévoyons de mandater un groupe d'experts pour établir un état des lieux du réseau et des compétences du milieu financier socialement responsable présent dans la région lémanique.

D'autres idées en vue?

Nous allons créer des groupes de travail qui seront chargés de mettre sur pied une sorte d'outil d'aide à la prise de décision pour nos membres. Il devrait être lancé officiellement au cours de l'année prochaine.

La moralisation est ennuyeuse

La finance durable a-t-elle souffert de la crise financière depuis 2007?

Au contraire, je dirais qu'elle a rendu la finance durable plus crédible. Celle-ci devient une réelle alternative. Contrairement à d'autres solutions, l'ISR incorpore en plus des critères de rentabilité les enjeux sociaux et démographiques, les défis du changement climatique ou la gestion des ressources naturelles. Cette approche exige par ailleurs des processus d'investissement clairs et transparents. Ce sont devenus des atouts. L'ISR n'est-il pas pénalisé par son caractère moralisateur?

Nous souffrons un peu de cette image. Ce serait une grosse erreur que de continuer de promouvoir cette thématique comme une grande remise en question morale. Cette approche comporte le risque d'apparaître ennuyeuse ou naïve. Il s'agit plutôt de lui donner une dimension d'alternative viable, d'éveiller les consciences sur le fait que la finance classique est trop éloignée de l'économie réelle et qu'une approche uniquement axée sur le rendement n'est plus soutenable.

Un investisseur durable doit-il forcément faire des concessions sur la performance?

De manière absolue, je dirais non. Selon les thématiques, les solutions d'allocations peuvent évidemment manquer. Mais contrairement à la finance classique, la finance durable a évolué. Les premières solutions ISR présentaient des imperfections de jeunesse. Aujourd'hui, les processus d'investissement sont plus sophistiqués et de nombreuses solutions tout aussi performantes que les classiques ont émergé. Le greenwashing (diffusion d'une image écologique

responsable à des fins marketings) cause-t-il du tort à la finance durable?

Peut-être, mais cela ne m'inquiète pas. Le greenwashing n'est pas soutenable à terme. Les parties prenantes doivent pouvoir constater une progression tangible des entreprises vers la responsabilisation. Certains fonds labellisés durables investissent dans des constructeurs automobiles ou des extracteurs de pétrole qui sont peu en phase avec cette philosophie.

Ces secteurs font parties de notre économie et ne sont pas près de disparaître. L'ISR ne peut pas l'ignorer. Même si leur impact négatif est élevé, on peut en revanche les faire évoluer. De nombreux fonds investissent dans des grandes entreprises à priori peu engagées avec l'objectif de leur adresser un message de responsabilisation. C'est déjà une démarche positive, car la volonté d'évoluer compte tout autant que le niveau absolu de responsabilité sociale.

Le message de responsabilité n'en ressort-il pas quelque peu affaibli?

Je n'ai pas de problème avec les approches best in class, même si je comprends que le message peut paraître brouillé pour un simple investisseur. Il n'empêche, ce type d'alternatives permettent à des participants du marché limités dans leurs choix allocations, comme les caisses de pension par exemple, de s'orienter vers l'ISR. (SP)